

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)****(CCAP N°dirce-poa-2024-RN481-piquepierre )*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires – Direction  
Interdépartementale des routes Centre Est

***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de  
Madame la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers

***Objet du marché***

RN 481 – Réparation du Pont de Piquepierre

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 05 juillet 2024 à 12h00 (heure locale de l'adresse  
du RMO)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	13
1-8 Ordres de service.....	13
1-9. Propriété intellectuelle.....	13
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>15</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	19
3-4. Modalités particulières de paiement.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	21
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	21
<b>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>22</b>
4-1. Délai de réalisation.....	22
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	22
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	24
4-4. Autres pénalités.....	25
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>28</b>
5-1. Retenue de garantie.....	28

<b>5-2. Avances.....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>29</b>
<b>6-1. Provenance des matériaux et produits.....</b>	<b>29</b>
<b>6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d’emprunt.....</b>	<b>29</b>
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	30
<b>6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l’ouvrage.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>30</b>
<b>7-1. Déclaration d’intention de commencer les travaux.....</b>	<b>30</b>
<b>7-2. Autorisations d’intervention à proximité des réseaux (AIPR).....</b>	<b>31</b>
<b>7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....</b>	<b>31</b>
<b>7-4. Piquetage général.....</b>	<b>31</b>
<b>7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>32</b>
<b>8-1. Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....</b>	<b>32</b>
<b>8-2. Études d’exécution des ouvrages.....</b>	<b>33</b>
<b>8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d’agrément.....</b>	<b>33</b>
<b>8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....</b>	<b>34</b>
<b>8-5. Sujétions résultant de l’exploitation du domaine public ou privé.....</b>	<b>37</b>
<b>8-6. Registre de chantier.....</b>	<b>37</b>
<b>8-7. Main courante.....</b>	<b>38</b>
8-8. Constatations.....	38
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>38</b>
<b>9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....</b>	<b>38</b>
<b>9-2. Réception.....</b>	<b>39</b>
<b>9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d’ouvrage.....</b>	<b>39</b>
<b>9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages.....</b>	<b>39</b>
<b>9-5. Documents fournis après exécution.....</b>	<b>39</b>
<b>9-6. Délai de garantie.....</b>	<b>40</b>
9-7. Garanties particulières.....	40
<b>ARTICLE 10. RÉSILIATION.....</b>	<b>42</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....</b>	<b>43</b>

11-1. Favoriser l’insertion professionnelle des personnes éloignées de l’emploi.....	43
11-2. Coordonnées de l’Assistant à Maîtrise d’Ouvrage Insertion pour la DIR CENTRE EST .....	45
11-3. Suivi et évaluation de la clause sociale.....	46
11-4. Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel.....	46
<b>ARTICLE 12. DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>47</b>
12-1. Communication avec la maîtrise d’œuvre et d’ouvrage.....	47
12-2. Signature des constats.....	47
12-3. Prolongation des délais.....	47
12-4. Différend.....	48
<b>ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>48</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent la réparation du Pont de Piquepierre au PR 96+219 sur la RN481

La prestation supplémentaire éventuelle suivante a pu être contractualisée par le RMO :

- PSE : Réalisation des travaux de reprise de la protection anti-corrosion et de renforcement de certaines poutres de la travée située au dessus des voies du réseau ferré.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Saint-Martin-le-Vinoux (38)

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Si le marché est passé avec un **groupement solidaire**, le paiement sera effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1.** Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

#### **1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

Conformément à l'article R.2193-4 du CCP, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut

acceptation des sous-traitants direct et indirect et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous traitants directs.

### **1-3.3.** Conduite d’opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d’œuvre

La fonction de maîtrise d’œuvre comprenant :

- Les études de projet (PRO) ;
- L’assistance au maître de l’ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L’examen de la conformité au projet et le visa des études d’exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l’exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L’assistance au maître de l’ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR) ;

est assurée par :

Monsieur le chef du Pôle Ouvrages d’Art de la DIR CE  
Immeuble “La Villardière”  
228, rue Garibaldi  
69 446 LYON cedex 03  
[Poa.Sir-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Poa.Sir-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr)

### **1-3.5.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

PMM SAS  
ZI la Rize  
3 avenue Karl Marx  
69120 VAULX EN VELIN  
04 72 97 02 80

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de “coordonnateur SPS”.

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

- Exploitant de la RN481 (voie portée) :
  - DIR Centre-Est / SREI de Chambéry / District de Chambéry- Grenoble

- CEI de Comboire, 27, rue de Comboire 38130 ECHIROLLES.
- Exploitant des voies ferrées : SNCF
- Exploitant de la piste cyclable : Grenoble-Alpes Métropole
- Assistant MOe  
INGEROP  
Bât Aretha – JAZZ PARC  
Espace St Germain  
30 avenue Général Leclerc  
38 217 VIENNE Cedex

Le laboratoire de contrôle extérieur qui sera défini ultérieurement

### **1-3.9.** Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

La directrice de la DIR CE ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général mentionné à l'article 3.2.5 du CCAP. (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général signé par le titulaire ou les réserves apportées par le titulaire sur le décompte général (CCAG art. 12.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).
- La signature des ordres de service notifiant des prestations supplémentaires ou modificatives (CCAG art. 13.4).

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées

dans l'article 1 de l'AE ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4-1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.7 du présent CCAP.

### **1-4-2 Sites sensibles**

Sans objet.



### **1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-4.8 du présent CCAP.

### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>.

#### **1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le

type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-6.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

“J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.”

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-6.2.2.** Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### 1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### 1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et

immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### 1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Sans objet.

#### 1-6.3.4 Dispositions communes

Le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) fournit(ssent) une attestation dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

#### 1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-

après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

#### **1-6.5.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la protection vis-à-vis des projections et la récupération des eaux de démolition, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Respect des mesures de protection de l'environnement définies au SOPRE et au CCTP;
- Gestion des déchets conformément au SOGED.

#### **1-6.6. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

#### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet.

#### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

Les ordres de service sont signés par le maître d'oeuvre et notifiés par le maître d'ouvrage via la plateforme des marchés publics de l'État « PLACE ».

#### **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

**A – Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original archivé dans la plateforme PLACE fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les Bordereaux des Prix (BP) ;
- Les Détails Estimatifs (DE) ;
- Le DESC
  - Notice
  - Annexe : Plan de signalisation
  - Annexe : Principe de phasage
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le dossier des pièces graphiques (plan des réparations...) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;

**B – Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

**C – Engagements unilatéraux de l'entreprise**

À l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents suivants qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenus dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Le mémoire technique et toutes ses composantes, prévu par le règlement de la consultation ;
- Le planning général des travaux ;
- Le planning de l'opération coup de poing ;
- Le planning et la note sur l'ordonnancement des tâches proposées afin de garantir la fiabilité des délais inscrits à l'acte d'engagement ;
- La note sur la méthodologie mise en œuvre pour assurer la bonne réalisation technique

des travaux ;

- La note sur les moyens humains mis en œuvre pour piloter le chantier ;
- Les notes décrivant les principales mesures prises par le candidat pour assurer la sécurité et l'hygiène sur son chantier ;
- Les décompositions de prix forfaitaires et sous-détail de prix unitaires mentionnées à l'article 3-1.2. du Règlement de Consultation ;
- La note descriptive du mode de calcul et d'application des différents coefficients utilisés dans les décompositions et sous-détail de prix ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) ;
- Les réponses apportées dans le cadre de la négociation.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché comprend une copie, délivrée via le profil acheteur par le maître d'ouvrage au titulaire, de l'acte d'engagement et de ses annexes éventuelles.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES**

### **VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

#### **3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ;
- En tenant compte de toutes les sujétions de l'article 9.1 du CCAG ;
- Des mesures sanitaires à mettre en œuvre dans le cadre de la pandémie de COVID-19, en application du chapitre Ier bis : État d'urgence sanitaire du Titre III, du livre Ier de la troisième partie législative du Code de la santé publique (L 3131-12 et suivants) ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOGED ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et au Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- En tenant compte des formalités nécessaires à l'obtention de tous les arrêtés nécessaires ;
- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :
  - Contraintes particulières imposées au chantier (zone d'accès) listées dans la partie 8-4.4 et 8-4.5. du présent CCAP ;

- Contraintes liées à l'exécution de nuit d'une partie des travaux ;
  - Contraintes liées à la limitation de la durée de mise en place du balisage sur l'RN481 ;
  - Contraintes liées aux travaux en interface avec le réseau SNCF, notamment lors de l'opération coup de poing ;
  - Contraintes listées dans le DCS ;
  - Contraintes liées à la présence d'amiante et de plomb dans les différentes parties de l'ouvrage ;
  - Contraintes liées aux conditions d'exploitations décrites dans le DESC et ses annexes ;
  - Présence de réseaux à proximité de la zone des réparations, y compris les démarches administratives auprès des concessionnaires ainsi que la protection de ces réseaux ;
  - Prolongation éventuelle du délai pour cause d'intempéries et/ou pour toute autre cause sur décision du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre ;
  - Réalisation des différents contrôles et des éprouvettes pour le compte du contrôle intérieur ;
  - L'obligation de tenir propres, en permanence, les chaussées des voies ouvertes à la circulation publique ;
  - Le nettoyage et le balayage ;
  - D'une façon générale toutes les contraintes énoncées au CCTP ;
- En considérant que les seules intempéries ouvrant droit potentiellement à décompte dans le délai sont exclusivement celles listées dans le tableau de l'article 4.2. Toute intempérie inférieure aux seuils indiqués est réputé intégrée par l'entreprise aux aléas normalement prévisibles. En conséquence, il appartient à l'entreprise de mettre les moyens et méthodes nécessaires (abri, bâchage, chauffage, pompage...) pour éviter les retards d'exécution ;

**3-2.2.** Hormis les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :



### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par le biais de la plateforme PLACE, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d’ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme “facture” désigne dans le présent marché “le projet de décompte”

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l’obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s’impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s’effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les modalités d’utilisation du portail “Chorus Pro” sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l’article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes, qui seront transmises par le service ordonnateur suite à la notification du marché :

- le numéro du marché
- Le numéro d’engagement juridique (EJ) du marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d’œuvre ;
- Le numéro de SIRET de l’État
- Le code du service exécutant de la dépense si nécessaire.

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

**Numéro de facturation interne – Nom du service de la DIRCE – Nom du fournisseur.**

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée (mensuelle/trimestrielle...) et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;
- S’il s’est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RPA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées. À leur demande, ce délai pourra être ramené à 25 jours pour les PME.

#### **3-2-6.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par

la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage confie au maître d'œuvre la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le maître d'œuvre notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

Les index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

L'index TP09 sera utilisé uniquement pour les travaux définis par les prix suivants :

- 3190 : Caniveau Asphalte
- 3230 : Fourniture et mise en œuvre d'enrobé

L'index TP02 sera appliqué pour tous les autres travaux.

Il est publié :

- sur le site de l'INSEE

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités y compris celles qui résultent de l'application de l'article 50.4. du CCAG.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 1,00 \cdot (I_n / I_o)$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

## **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE.
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5, le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : 8 jours

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassée les valeurs mentionnées dans le dit tableau et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Les intempéries prévisibles doivent figurer mensuellement sur le programme prévisionnel des travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG, une journée sera comptabilisée en intempéries lorsque :

Nature du phénomène	Intensité limite	Tâches
Précipitations	Toute précipitation et/ou neige au sol	Mise en œuvre de l'étanchéité et des enrobés
	Plus de 20 mm d'eau cumulés sur une journée (de 0 h à minuit).	Le reste de travaux
	Plus de 5 cm de neige cumulés sur une journée (de 0 h à minuit).	
Température	Température extérieure sous abri à 8 h inférieure à -5 °C	Travaux de bétonnages et ragréages
	Température extérieure sous abri à 8 h inférieure à +2 °C	Mise en œuvre des feuilles d'étanchéité, SEL,
	Température extérieure sous abri inférieure à 3 °C au-dessus du point de rosée	Mise en œuvre des feuilles d'étanchéité, SEL,
	Température extérieure sous abri à 8 h inférieure à +5 °C	Mise en œuvre des enrobés
	Température sous abri supérieure à +35 °C à 14 h	Travaux de bétonnages et ragréages
Vent	Supérieur à 70 km/h pendant une journée	Tous les travaux

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station Météo France de Saint-Martin Le Vinoux (38)

Les constatations d'impossibilité de travailler et les décisions d'arrêt de chantier qui en découlent seront décidées contrairement entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, dans les 24 heures suivant cette intempérie au plus tard, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte. Elles seront attestées par un constat journalier rédigé en 3 exemplaires par l'entrepreneur, signé par chacune des parties. Un exemplaire sera remis au maître d'ouvrage.

Le décompte mensuel récapitulatif sera fait par l'entrepreneur accompagné du relevé de MÉTÉO France.

Seuls les jours ouvrés sont retenus dans la détermination des intempéries. La signature par le maître d'œuvre des feuilles de déclaration pour la caisse des intempéries ne vaut donc pas acceptation de prolongation de délai.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés. La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO.

Il est précisé que le dépassement du nombre de jours prévisibles prévu n'ouvre en aucun cas droit à indemnités.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour

la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Par dérogation à l'article 19.2.4, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans procédure contradictoire.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités journalières suivantes : 2 500,00 €

#### **4-3.2. Créneaux d'intervention SNCF**

Il est rappelé que les créneaux de travaux en lien avec le réseau ferré ont été définis en lien avec la SNCF, ces créneaux sont fixes et constituent des délais partiels :

- S7 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S8 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S13 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- OCP : Du Jeudi 29 mai à 19h00 jusqu'au Dimanche 1er juin à 8h00, soit 61h d'intervention en continu. (PSE)
- S23 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S24 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S29 : 3 nuits de Mardi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S37 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15
- S38 : 4 nuits de Lundi soir au vendredi matin – Intervention : 23h30 à 4h15

#### **4-3.3. Pénalités pour retard d'exécution des délais partiels**

Ces délais sont mentionnés à l'article 3-3 de l'AE.

<b>Désignation des travaux par phase</b>	<b>Pénalité journalière</b>
Travaux phase 3 : Travaux structure métallique intrados bretelle	5000 € par jour de retard
Travaux phase 4 : Travaux structure métallique intrados SNCF (OCP) (PSE)	10000 € par 1/4 d'heure de retard
<b>Désignation des travaux par tâche</b>	<b>Pénalité journalière</b>
Travaux de nuits sur voies SNCF	2 000 € par 1/4 d'heure de retard
Travaux de nuit sur RN481	500 € par 1/4 d'heure de retard

Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG, les pénalités appliquées sur les délais partiels seront maintenues même si le délai global est respecté.



#### **4-3.4. Primes d'avance**

Sans objet.

#### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions de l'articles 19.1.3 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

##### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte-tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 500 €.

##### **4-4.2. Documents fournis après exécution**

Si l'entrepreneur n'a pas remis au maître d'œuvre un DOE exhaustif et exact dans le délai fixé à l'article 9-5 du présent CCAP, son retard sera sanctionnable par des pénalités, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, fixées par jour calendaire de la manière suivante :

- 100 € par jour, pendant les 15 premiers jours calendaires de retard ;
- 200 € par jour ensuite.

En cas de retard persistant de l'entrepreneur dans la remise d'un DOE complet et exact, le maître de l'ouvrage pourra faire compléter ou corriger le DOE aux frais et risques de l'entrepreneur après une mise en demeure restée infructueuse pendant 8 jours calendaires.

Si à la date à laquelle l'entrepreneur devait se voir notifier le décompte général en application de l'article 12.4.2 du CCAG, ces pénalités de retard continuent à courir ou si le coût définitif d'élaboration d'un DOE corrigé ou complété aux frais et risques du titulaire n'est pas connu, le délai de notification du décompte général sera suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit possible d'y inscrire en moins-value le montant définitivement connu de la réfaction ou des pénalités, sans que des intérêts moratoires ne puissent courir pendant la période considérée sur le solde du décompte général du marché.

##### **4-4.3. Période de préparation**

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

##### **4-4.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1 500 €.

##### **4-4.5. Clauses sociales**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 35 € par heure d'insertion non réalisée.

Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG, d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1-6.2.2, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.7.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

#### **4-4.8.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

#### **4-4.9.** Autres pénalités diverses

- Non-respect du PAQ ou du PPSPS : 1 000 € par infraction constatée par le MOE ;
- Non-respect du PRE ou du SOGED : 1 000 € par infraction constatée par le MOE ;
- Démarrage des travaux relatifs à une partie d'ouvrage avant l'obtention des VISAS nécessaires du maître d'œuvre : 5 000 € par infraction constatée par le MOE.
- Non respect du délai de préavis pour la levée d'un point d'arrêt : 1 500 € par infraction constatée par le MOE.
- Poursuite des travaux sans levée du point d'arrêt par le maître d'œuvre : 5 000 € par infraction constatée par le MOE.
- Non respect du délai de réalisation des prestations et/ou travaux nécessaires à la levée des réserves tel que mentionné dans la décision de réception du maître d'ouvrage : 500 € par jour de retard.

#### **Circulation et signalisation**

- Non-respect des consignes de sécurité en matière de circulation et signalisation sur la RN481 ainsi que sur tous les autres axes de circulation impactés par ses travaux : 2 000 € par infraction relevée par le MOE ou l'exploitant, chaque infraction faisant l'objet d'un constat dressé par le MOE ;
- Non respect des horaires de libération de la RN481 et retard de remise en circulation des voies de la RN481 ainsi que sur tous les autres axes de circulation impacté par ses travaux coupés à la circulation ou neutralisées avec un balisage léger : 500 € par ¼ d'heure de retard après 05h00, sur constat du MOE ou de l'exploitant ;
- Non respect des demandes de l'exploitant du MOE, du MOA, du PC en ce qui concerne la signalisation mise en œuvre et les conditions de circulation (défaut de signalisation, entrave à la circulation, salissures des voiries, etc.) : 2 000 € par infraction relevée par le MOE ou l'exploitant, chaque infraction faisant l'objet d'un constat dressé par le MOE,

- Non respect des procédures de la DIR-CE (décrites dans le CCTP ou dans les annexes au CCTP) pour la mise en place et de dépose du balisage : 2000 € par intervention non conforme relevée par le MOE ou l'exploitant, chaque infraction faisant l'objet d'un constat dressé par le MOE.
- Non remise de la main courante dans la journée de fin d'opération : 2000 € par infraction relevée par le MOE ou l'exploitant, chaque infraction faisant l'objet d'un constat dressé par le MOE.
- Non respect des procédures SNCF et des mesures de l'IG 90033 : 5000€ par infraction.
- Dégradation des installations ferroviaires engendrant une impossibilité de faire circuler les trains : 5000€ par heure où les trains ne peuvent pas circuler.

### **Protection de l'environnement**

- Stockage d'hydrocarbures ou d'huiles sans mise en place de dispositifs de rétention : 1 000 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Rejet non autorisé dans les eaux ou les milieux aquatiques de tout produit liquide ou solide du chantier (laitance, huile, hydrocarbures, graisse, eau de lavage, eau d'hydrodémolition, béton, enrobé, produits de démolition, etc.) : 5 000 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Nettoyage ou purge des toupies béton en dehors des zones autorisées : 1 500 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Lavage de véhicule en dehors de la plateforme prévue à cet effet : 1 000 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Vidange sauvage effectuée directement sur le sol : 2 000 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Défaut de protection des voiries et des constructions avoisinantes : 2 000 euros par infraction constatée par le MOE ;
- Non respect d'une contrainte concernant la protection de l'environnement définie au présent dossier : 1 000 euros par infraction ou jour d'infraction constatée par le MOE.

### **Déchets**

- Non transmission des documents de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier : 5 000 € / infraction
- Stockage de déchets en dehors des zones autorisées : 500 euros / infraction.
- Absence de tri et collecte au niveau des installations de chantier : 500 euros / jour de retard.
- Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG les pénalités seront appliquées sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

### **Lutte contre le travail dissimulé**

- Seules les stipulations du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à : 15 %

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date de notification ou date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

**6-3.1.** Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

**6-3.2.** Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

#### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

### **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

#### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

#### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Si nécessaire, ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

### **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué à ses frais par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour tous les ouvrages ci-après :

- implantation des limites des zones d'intervention pour chaque phase de travaux,
- implantation des limites de démolition en rive extérieures,
- implantation des limites des nouveaux dispositifs de retenue et de leur raccordement.

### **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué à ses frais par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre et sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

Le titulaire devra présenter au maître de l'ouvrage, sous la forme écrite et motivée, un mémoire

d'indemnisation chiffré.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé par les soins du titulaire, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivants l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Élaboration et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>e</sup> alinéa du CCAG, élaboration et présentation du programme d'exécution des travaux dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est accompagné :
  - du projet d'installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
  - du calendrier détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter, en concertation avec le MOE ;
  - la description générale des matériels et méthodes à utiliser ;
- Établissement du Plan Qualité (y compris les agréments de matériaux et matériels) dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point du PRE dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point du SOGED dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire. Cette obligation est applicable à chaque intervenant. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- Voir si on ajoute des procédures (confinement, création ITPC, réparation des poutres...)

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas**



**commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

## **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre dispose des délais ci-dessous pour renvoyer son VISA ou ses observations à l'entreprise (quel que soit le document, NDC, plan, agrément...) :

- 14 jours calendaires pour un premier indice,
- 7 jours pour les indices suivants.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous-forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

## **8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

## **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Les installations de chantier, réalisées par le titulaire, sont décrites au CCTP.

L'approvisionnement en eau, en courant électrique, tous les raccordements nécessaires aux réseaux, ainsi que les installations proprement dites sont à la charge de l'entreprise.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Le titulaire est responsable des démarches et de l'obtention des autorisations nécessaires à l'implantation des installations de chantier. Conformément à l'article 31.1.2 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien de ses installations de chantier.

#### **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### **A – Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B – Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### **C – Moyens donnés au coordonnateur SPS**

###### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

###### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>e</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- DIR CE / SREI de Chambéry / District de Chambéry

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Les restrictions de circulation de la RN481 ainsi que sur tous les autres axes de circulation impactés par ces travaux sont indiquées sur les plans et dans le DESC et ses annexes joints au présent dossier.

La partie des travaux ne pouvant être réalisées uniquement de nuit devront être effectués avec les restrictions de circulation prévues au marché, ces restrictions sont listées dans le DESC.

De manière générale, les travaux de nuit ne peuvent pas avoir lieu du vendredi au samedi et du samedi au dimanche (sauf pour l'OCP), les horaires de balisage sont décrites et imposées dans le DESC.

Sont à la charge du titulaire, y compris lors des coupures de circulation ou des neutralisations de voies de la RN481 :

- La signalisation de chantier aux abords de la base vie et des chemins d'accès ;
- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien du balisage lourd (SMV) à mettre en place sur la RN481 et les bretelles associées, y compris atténuateurs de choc. Un atténuateur de choc supplémentaire, de secours, devra être disponible à tout moment ;
- Astreinte permanente pour remplacement de SMV et/ou ATC en cas de choc véhicule ;
- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien du balisage léger longue durée, mis en place pour plus de 24 h ;
- Modification temporaire et définitive de la signalisation horizontale, sur sections autoroutières, bretelles associées, ainsi que hors sections autoroutières ;

- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien de la signalisation verticale à mettre en place hors sections autoroutières ;
- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien de la signalisation mise en œuvre dans le cadre des déviations sur l'ensemble du trajet de la déviation,
- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien de la signalisation de chantier aux abords des zones travaux ;
- Fourniture, mise en place, surveillance et entretien de la signalisation verticale à mettre en place dans les zones chantiers situées sur sections autoroutières ;
- Mise en œuvre et gestion des déviations en dehors des sections autoroutières ;
- La fourniture, la mise en place, le déplacement, la surveillance et l'entretien de la signalisation d'approche du chantier et/ou signalisation verticale et horizontale pour les coupures de la bretelle,

Sont à la charge de l'exploitant de la RN481

- La fourniture, la mise en place, le déplacement, la surveillance et l'entretien de la signalisation d'approche du chantier et/ou signalisation verticale pour les coupures de sens, les neutralisations de voies et le rétrécissement des voies ;
- La fourniture, la mise en place, la surveillance, le déplacement et l'entretien du balisage temporaire sur la RN481 en cas de neutralisation de voie, de coupure sens de circulation ;

Les itinéraires déviés correspondants sont définis et indiqués dans le DESC et ses annexes joints au présent dossier.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés, indiqués ci-dessus, sont prises en charge par le titulaire qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Tous les éléments doivent être remplacés à l'identique suite à leur détérioration. Pour chaque élément de signalisation, le titulaire est tenu d'avoir en permanence au moins un exemplaire en réserve sur le chantier.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8<sup>e</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers

de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Tout personnel intervenant lors de la pose et la dépose du balisage devra au préalable avoir suivi une formation dispensée au préalable par un ou plusieurs agents de la DIR Centre-Est habilités.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les conditions d'exploitations du chantier sont décrites dans le DESC.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Les prix et les délais d'exécutions visés aux articles 2 et 3 de l'acte d'engagement tiennent compte des sujétions indiquées dans le CCAP, CCTP et le PGC, et notamment des frais liés aux modalités définitives de mise à disposition des terrains pour accès et installations de chantier (y compris éventuelles indemnisations et compensations).

### **8-6. Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **8-7. Main courante**

Une main courante est tenue par le titulaire : chaque appel du Coordonnateur à la DIR-CE pour demander l'autorisation du balisage et du débalisage et informer de la fin de la mission, chaque appel de la DIR-CE au Coordonnateur pour donner l'ordre de démarrer le balisage et le débalisage, sont notés dans cette main courante, modèle de main courante à établir en lien avec l'exploitant.

Cette main courante est aussi utilisée pour consigner tous les échanges entre le Coordonnateur et les PC et exploitants concernant la gestion du balisage laissé en place pendant toute la durée de chaque phase (interventions de maintenances, etc.).

Cette main courante sera remise au MOE à la fin de chaque phase de balisage/débalisage. Le titulaire est informé que la DIR-CE pourra également mettre en place sa propre main courante. Cette éventuelle main courante informatisée tenue par la DIR-CE ainsi que l'enregistrement des conversations téléphoniques peuvent faire foi en cas de contestations éventuelles.

## **8-8. Constatations**

Par dérogation aux articles 11.4 et 11.6 du CCAG, le maître d'œuvre dispose de 15 jours à compter de la date de demande du titulaire pour fixer la date des constatations.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, le maître d'ouvrage dispose de 15 jours pour fixer la date des constatations à compter de la notification par le titulaire de l'information que le maître d'œuvre n'a pas opéré les constatations contradictoires.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur définis dans le plan d'Assurance Qualité sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles relevant du contrôle extérieur prévus au marché sont assurés à la diligence du maître d'œuvre et, par dérogation à l'article 38 du CCAG, aux frais du maître de l'ouvrage.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le

maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre la totalité des éléments constitutifs du DOE tels que décrits par l'article 2.19 du CCTP au plus tard dans le délai de trente (60) jours calendaires à compter de la date qu'il aura indiquée au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre comme correspondant à celle de l'achèvement des travaux en application du premier alinéa de l'article 41.1 du CCAG.

Le maître d'œuvre procédera à la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du dossier de récolement remis par l'entrepreneur et lui notifiera le résultat de cette vérification. Le délai de vérification courant de la date de remise du dossier de récolement par l'entrepreneur sera neutralisé pour l'appréciation du respect du délai de remise du dossier de récolement, qui recommencera à courir si celui-ci doit être complété ou corrigé par l'entrepreneur à l'issue des vérifications.

Cette procédure sera mise en œuvre autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le dossier de récolement soit parfaitement exhaustif et exact.

Si l'entrepreneur n'a pas remis au maître d'œuvre un dossier de récolement exhaustif et exact dans le délai de trente (30) jours ainsi computed, son retard sera sanctionnable par des pénalités fixées à l'article 4-4.2. du présent CCAP.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires papier et 2 sous la forme de fichiers informatiques sur clé USB. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad 2007, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2000, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice 5.0, pdf.. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.

Leurs noms devront être suffisamment explicites.

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-7. Garanties particulières**

#### **9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les surfaces réparées

pendant un délai de 7 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

### **9-7.2.** Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par galvanisation à chaud avec application automatisée sur les dispositifs de retenue. Les délais de garantie relatif à la tenue ainsi qu'à son aspect sont conformes à l'application du tableau 6 du fascicule 56 à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par peinture sur l'ensemble des éléments composant la charpente métallique du tablier (poutres, entretoises, raidisseurs, etc) pendant un délai de 7 ans au niveau Ri2 et son aspect pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

### **9-7.3.** Garantie particulière du produit de revêtement pour protection générale des surfaces en béton

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de la protection générale des surfaces en béton par produit de revêtement sur les surfaces réparées pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

### **9-7.6.** Garantie particulière des enrobés

Les caractéristiques suivantes des enrobés mis en œuvre font l'objet d'une garantie particulière de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux :

- nids de poule, départs en plaque, ressuage, pelade,
- ouverture de joints,
- fissuration,
- macrotexture,
- orniérage.

La totalité du coût de ces travaux incombe au titulaire, y compris les coûts des travaux ou prestations connexes qui s'avéreraient nécessaires tels que, par exemple, la signalisation horizontale, des investigations ou mesures complémentaires, ou tous autres travaux rendus nécessaires par la réalisation des travaux de reprise en garantie

Le délai de garantie des travaux de reprise devient le suivant :

- si les travaux ont lieu pendant les deux premières années, la garantie court jusqu'à la fin du délai de garantie initial,
- si les travaux ont lieu la dernière année, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait



achèvement d'un (1) an.

#### **9-7.7.** Garantie particulière de la signalisation horizontale

Le titulaire garantit la bonne tenue des produits de signalisation horizontale, pendant un délai d'un (1) an à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réfections nécessaires pour vérifier les niveaux de rétro réflexion tels que demandés au CCTP, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Dans le cas d'un repassage (pour respecter les niveaux de rétro réflexion demandés à 1 an), les frais de balisage seront à la charge de l'Entrepreneur.

#### **9-7.8.** Garantie particulière concernant les clôtures et grillages

Le titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut dans les clôtures et grillages qui seront réalisés conformes à l'exécution pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les interventions ou réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

#### **9-7.9.** Garantie particulière sur matériaux et procédés nouveaux

Si le titulaire propose dans son offre, d'utiliser des matériaux et procédés nouveaux, l'Entrepreneur garantit au Maître d'Ouvrage la bonne tenue du (des) matériau(x) fourniture(s) (et) procédés mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il s'engage dans le cas où, au cours de la période de garantie ci-dessus, la tenue du (des) matériau(x) (et) fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage, par le(s) matériau(x) (et) fourniture(s) initialement prévu(s).

#### **9-7.10.** Garantie particulière des documents et données informatiques conformes à l'exécution

Le titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut dans les documents et données informatiques conformes à l'exécution pendant un délai de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer sur simple demande du Maître d'Ouvrage toutes les corrections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

#### **9-7.11.** Garantie particulière des joints de chaussées et des joints de trottoirs

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut des joints de chaussées et des joints de trottoirs des tabliers de l'ouvrage pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

## **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en

cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG, la partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 20 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

### **11-1. Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019, la DIR CENTRE EST fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

#### **11-1.1. Critère d'éligibilité**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :
  - ➔ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
  - ➔ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire : mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
  - ➔ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
  - ➔ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
  - ➔ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi dans les 12 derniers mois) ;
  - ➔ Allocataires des minimas sociaux (RSA, ASSS, AAH, AI...) ;
  - ➔ bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
  - ➔ Demandeurs d'emploi ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;
  - ➔ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - ➔ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
  - ➔ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en parcours dans le dispositif

CEJ ;

- ➔ Demandeurs d'emploi habitant en quartier prioritaire de la politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- ➔ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ➔ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte de la DIR CENTRE EST, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation en annexe (transmis par l'AMOi).

### **11-1.2.** Durée d'éligibilité

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

### **11-1.3.** Principe de mutualisation

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les Maîtres d'Ouvrages du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion.

Ainsi, un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale, pourra être valorisé lors de son intervention sur un autre marché de la même entreprise, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

Dans tous les cas, la 1ère embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale.

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat, à chaque étape de la mutualisation

### **11-1.4.** Mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour les titulaires des marchés à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum de 300 heures. Le titulaire précisera dès la notification de son marché, en relation avec l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion, un référent insertion de la DIR CENTRE EST, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le titulaire désignera son propre correspondant insertion.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

### **11-1.5.** Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat

d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2<sup>e</sup> modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3<sup>e</sup> modalité : le recours à la sous-traitance** avec une Entreprise d'Insertion, Régie de Quartier et Atelier Chantier d'Insertion (sous conventionnement avec l'Etat), une Entreprise Adaptée ou Établissement et Services d'Aide par le Travail.

Le titulaire peut sous-traiter en totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion au profit d'une Structure d'Insertion par l'Activité Économique. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

Enfin, l'engagement d'insertion ne doit pas être porté par un sous-traitant dont le volume d'heures prévisionnel est en deçà de 70 heures d'insertion. Si ce volume d'heures semble est trop élevé par rapport au volume financier du marché, il est possible d'en échanger avec l'AMOI.

## **11-2. Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour la DIR CENTRE EST**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par la DIR CENTRE EST est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

### **Coordonnée de l'AMOI :**

Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole 47 avenue Marie Reynoard 38100 Grenoble	Maryline GUIGNARD Chargée de mission Clause Emploi Tél : 04 85 59 95 70 Port: 07 88 22 90 01 <a href="mailto:maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr">maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr</a>
---	---

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire

aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

### **11-3. Suivi et évaluation de la clause sociale**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le maître d'ouvrage procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion. Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le relevé d'heures transmis par la MMIE.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

L'AMOI informe régulièrement la DIR CENTRE EST de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et de la DIR CENTRE EST.

### **11-4. Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article 1-4 du CCAP (Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel).

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMIE) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de

garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées ;

- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données [clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr).

De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

## **ARTICLE 12. DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES**

### **12-1. Communication avec la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage**

En cas de groupement d'entreprise, le mandataire est le seul interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage. Par conséquent, ces derniers se réservent à tout moment de considérer comme nul et non avenu ou comme étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou plusieurs co-traitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement.

### **12-2. Signature des constats**

En complément de l'article 11.4 du CCAG : l'entrepreneur qui, en application dudit article du CCAG, a refusé de signer un constat ou ne l'a signé qu'avec réserves et qui n'a pas explicité ses réserves dans une lettre transmise au maître d'œuvre au plus tard quinze (15) jours après la date du constat, est définitivement réputé accepter les termes de ce constat.

### **12-3. Prolongation des délais**

En complément de l'article 18.2.2 du CCAG, un changement de la masse du montant des travaux ou une modification de l'importance de natures d'ouvrages n'est susceptible de justifier une prolongation de délai que si les seuils fixés aux articles 14.3 ou 16.2 du CCAG sont atteints.

### **12-4. Différend**

Pour l'application de l'article 55 du CCAG, il est précisé que tout différend soulevé par l'entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des articles 12.3 et suivants du CCAG, constitue nécessairement un différend avec le maître d'œuvre de sorte que tout mémoire des articles 12.3 et 12.4 du CCAG est réputé correspondre à celui de l'article 55.1.1 du CCAG, quel que soit son destinataire.

Il est précisé également que le délai de six (6) mois prévu par l'article 55.3.2 du CCAG court également en l'absence de décision prise par le maître d'ouvrage dans le délai de trois mois en vertu des stipulations combinées des articles 55.1.4 et 55.3.1 du CCAG, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

## **ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

**a) CCAG :**

CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge aux articles	4.1 et 4.2 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.2.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	18.2.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge aux articles	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG
CCAP 4-3.3	déroge à l'article	19.2.5 du CCAG
CCAP 4-4.9	déroge à l'article	36.2.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	18.1.1, 28.1, 28.2.2 2ème alinéa et 28.2.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 8-8	déroge aux articles	11.4 et 11.6 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1, 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
CCAP 11	déroge à l'article	20 du CCAG
AE 3-1	déroge aux articles	18.1.1 et 28.1 du CCAG
AE 3-2	déroge à l'article	28-1 du CCAG
CCTP 2-2-1	déroge à l'article	29 CCAG

**b) CCTG et CPC travaux publics**

CCTP 2-8-9-1	déroge au	fascicule 65 du CCTG
CCTP 3-4-1	déroge au	8-1-1-4 du fascicule 65
CCTP 3-4-1	déroge au	fascicule 65 du CCTG
CCTP 4-5-4	déroge au	premier alinéa du sous-article 72.1 du fascicule 65 du CCTG

**c) Normes françaises homologuées****d) Autres normes**